



Pourquoi nous ne siégerons pas au CSA académique convoqué ce jour ?

Nos organisations syndicales soutiennent la mobilisation de l'ensemble des personnels de l'Education nationale contre l'austérité, pour un autre budget, pour l'avenir du service public d'Éducation !

Après les mobilisations intersyndicales des 18 septembre et 2 octobre, nos organisations syndicales avaient posé un ultimatum au premier ministre. Cependant, Sébastien Lecornu, toujours premier ministre à ce jour, n'a apporté aucune réponse claire à la colère des salarié·es, agent·es, demandeur·euses d'emploi, jeunes, retraité·es qui s'est exprimée depuis la rentrée.

Ni rupture avec les mesures présentées en juillet, ni engagement sur ce que pourraient être des mesures de justice sociale, fiscale et environnementale. **Il a confirmé ses orientations en annonçant sa volonté de limiter la hausse des dépenses publiques de santé ainsi qu'une coupe de 6 milliards d'euros dans le « train de vie de l'État », expression tendancieuse et provocatrice au regard de l'état des services publics. Les propos du ministre traduisent le coup de rabot sur les services publics avec, pour les personnels, des conditions de travail dégradées et pas de perspectives de revalorisation.**

Ces annonces confirment l'obstination d'un exécutif qui cherche à faire des économies sur nos vies nos salaires, notre protection sociale, les services publics et refuse tout changement de politique. Les choix budgétaires qui se dessinent, dans la continuité de ceux faits depuis 2017 touchent en premier lieu les personnes qui sont déjà les plus précarisées et les plus discriminées. Ces choix sont aussi dangereux : ils ne peuvent que nourrir le désespoir social sur lequel prospèrent les idées d'extrême-droite si dangereuses pour la cohésion sociale et que nous voyons tous les jours, avec inquiétude, s'ancrer dans notre quotidien.

La rentrée dans l'Éducation nationale a confirmé la crise structurelle dans laquelle l'École publique est enlisée. Les écoles, collèges et lycées sont asphyxiés par le manque de moyens. Pour notre académie, c'est un véritable plan d'urgence qui est nécessaire pour faire face aux enjeux scolaires et éducatifs et à une situation de dynamisme démographique passée sous silence depuis 2017 qui a généré un déficit actuel de 120 ETP. Les classes sont surchargées, les vies scolaires sont sous pression, des élèves en situation de handicap ne bénéficient pas de l'accompagnement nécessaire voire n'ont pas du tout d'AESH et les services médico-sociaux sont exsangues. Tous les personnels, quels que soient leurs métiers, témoignent de plus en plus fréquemment de la perte de sens de leurs métiers, la démission n'étant plus un sujet tabou.

Nos organisations FSU, FNEC FP FO, SNALC et SUD Éducation exigent que la totalité des mesures présentées cet été dans le budget soit abandonnée par le nouveau gouvernement. Elles exigent aussi un changement de cap budgétaire porteur d'espoir, de justice sociale, fiscale et environnementale et un changement de cap pour les politiques éducatives. Elles refusent des suppressions d'emplois prétendument légitimées par la baisse démographique. Elles exigent la création de tous les postes nécessaires dans nos métiers et un statut de la Fonction publique pour les

AESH. Le budget nécessaire à la rénovation du bâti scolaire doit être dégagé. Elles exigent aussi le retrait immédiat de la baisse de 10 % des rémunérations en cas de congé de maladie et le versement des sommes prélevées pour les personnels qui ont déjà été impactés par cette mesure inacceptable.

Nous ne siégerons pas aujourd’hui à ce CSA académique portant sur le bilan de la rentrée scolaire 2025 dans le premier et le second degré. Le bilan catastrophique est connu de toutes et tous et nous ne cessons de le faire valoir pour gagner un autre budget et refuser tout budget d'austérité. Tout montre que nos exigences sont finançables par une meilleure répartition des richesses !

Le nouveau ministre de l'Education nationale, un ancien de la « maison » mais aussi et surtout l'ex-bras droit de Jean Michel Blanquer, avec lequel il a déployé les réformes les plus destructrices du service public d'éducation, connaît parfaitement la situation de notre académie et de l'éducation nationale. Va-t-il poursuivre son « œuvre » de dégradation ? Va-t-il reconnaître le fiasco de ces réformes ? Dans tous les cas cette nomination est perçue comme une énième provocation par la profession. **Mme la Rectrice, nous vous laissons le temps de faire remonter notre appréciation du bilan de rentrée 2025 et l'ensemble de nos revendications pour plus et mieux d'école pour toute notre jeunesse dans le cadre de la préparation de la rentrée 2026.**

Nous ne siégerons pas à ce CSA pour affirmer notre soutien aux revendications exprimées par les personnels, notamment à celles et ceux qui depuis la rentrée ont demandé audience auprès des autorités académiques et qui se sont mobilisés, parfois par la grève, afin de les faire valoir.

Nous quitterons cette salle à la fin de la lecture de cette déclaration.

Montpellier, le 16 octobre 2025